

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

2025-024

**Acquisition de matériels pédagogiques pour le
département MT2E de l'IUT de Ville d'Avray,
composante du Pôle Scientifique et Technologique
de l'Université Paris Nanterre**

Article 1. GENERALITÉS	4
1.1 Objet de la prestation	4
1.2 Décomposition et forme du marché	4
1.3 Procédure du marché	4
1.4 Variantes	4
1.5 Prestations supplémentaires éventuelles	4
Article 2. DUREE D'EXECUTION	5
Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
3.1 Ordre de priorité – Pièces du marché	5
3.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	5
3.3 Pièces à remettre au titulaire	5
Article 4. COMMUNICATION ET REUNION	6
4.1 Mode de communication	6
4.2 Réunions	6
4.3 Correspondant du pouvoir adjudicateur et élection de domicile du titulaire	6
4.4 Correspondant du titulaire et élection de domicile du pouvoir adjudicateur	6
Article 5. Clause développement durable	7
Article 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1 Vérifications	7
6.2 Les modalités des opérations de vérification des prestations	7
6.3 Opérations d'admission	8
Article 7. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	8
7.1 Interlocuteur référent	8
7.2 Obligations du titulaire	8
7.3 Présentation du bon de commande	8
7.4 Stockage et conservation	9
Article 8. PRIX et REGLEMENT	9
8.1 Contenu des prix	9
8.2 Détermination du prix	9
8.3 Variation des prix	9
8.4 Clause butoir	10
8.5 Avances	10
8.6 Rythme des paiements	11
8.7 Modalité de facturation	11
8.8 Délai de paiement et intérêts moratoires	12
8.9 Cession de créance	12
Article 9. PENALITES	12
9.1 Généralités sur les pénalités	12
9.2 Pénalités de retard	13
9.3 Pénalité pour non remise de la documentation	13
9.4 Pénalité pour travail dissimulé	13
9.5 Pénalités dans le cadre de la garantie et maintenance	13
Article 10. CONFORMITÉ ET GARANTIE	14
10.1 Garantie	14
Article 11. OBLIGATION DE DISCRETION – DROIT DE PROPRIÉTÉ	14
Article 13. ASSURANCES	15

Article 14. CLAUSES DE REEXAMEN	16
Article 15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	16
Article 16. RESILIATION	16
16.1 Résiliation unilatérale	16
16.2 Résiliation pour faute du titulaire	17
16.3 Mise en demeure préalable	17
Article 17. CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE	17
Article 18. DIFFERENDS et LITIGES	17
18.1 Règlement à l'amiable	17
18.2 Règlement juridictionnel	18
Article 19. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	18

Article 1. GENERALITÉS

1.1 Objet de la prestation

Le présent marché concerne l'acquisition des équipements suivants, pour le département Métiers de la Transition et de l'Efficacité Énergétiques (MT2E) de l'IUT Ville d'Avray, au sein de l'Université Paris Nanterre.

- Un banc de chaudière à hydrogène avec une option sur un banc de production d'hydrogène par électrolyse avec stockage (Lot 1)
- Un banc échangeur thermique avec une option pour générateur de chaleur et un groupe frigorifique (Lot 2)

Tout ajout ou modification des prestations initiales après l'entrée en vigueur du marché doit faire l'objet d'un avenant accepté par les cocontractants.

Des prestations supplémentaires éventuelles peuvent être demandées.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement aux titulaires du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.2 Décomposition et forme du marché

La présente consultation est un marché public de fournitures.

Le présent marché est un marché composite. Une partie du marché est à prix forfaitaire et une seconde partie à prix unitaire (prestations de maintenance curative).

La partie à prix unitaire est limitée par un maximum de 100 000 € pour chacun des lots.

Conformément à l'article R2113-1 CCP, le présent marché fait l'objet d'un allotissement.

Il est composé en deux lots :

Lot	Intitulé
Lot 1	Banc de chaudière à hydrogène
Lot 2	Banc échangeur

1.3 Procédure du marché

Il s'agit d'un appel d'offre ouvert, passé en application des articles L.2124-1, R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 1° et l'article L.2125-1 1° du Code de la Commande Publique (« CCP »).

1.4 Variantes

Les variantes telles que prévues aux articles R.2151-8 et R.2151-10 du Code de la commande publique sont autorisées.

Les candidats peuvent proposer, en substitution de leur offre de base conforme à la solution envisagée dans les documents de la consultation, des variantes pouvant offrir une amélioration financière ou du matériel décrit.

Le nombre maximal de variantes autorisées est de trois.

Les variantes devront obligatoirement respecter l'ensemble du cahier des charges.

1.5 Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché comporte des prestations supplémentaires éventuelles qui sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP).

N° de PSE	Intitulé	Nature	Lot
PSE 1	Banc de production et stockage d'hydrogène	facultative	1
PSE 1	Deux échangeurs montable en série ou en dérivation	facultative	2
PSE 2	Chaudière électrique intégrée	facultative	2
PSE 3	Groupe frigorifique intégré	facultative	2

Article 2. DUREE D'EXECUTION

La durée estimative du marché est de 24 mois à compter de l'admission des prestations. Le marché début à la notification du marché et prend fin à la fin de la période de garantie.

Les équipements devront être livrés avant le **1er décembre 2026**.

L'entreprise renseignera dans son offre les délais de fabrication, de livraison et d'installation. Elle s'engage à respecter ces délais maximums.

Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1 Ordre de priorité – Pièces du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de **fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)**:

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière;
- La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF);
-
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courante et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Bien que matériellement non joint au marché, il est réputé parfaitement connu des parties;
- L'offre technique et financière du titulaire;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les exemplaires originaux des pièces du marché et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

3.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3.3 Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de son annexe financière délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les autres pièces constitutives du marché pourront être retransmises par courriel au titulaire sur simple demande, sans frais. Le titulaire conserve une copie de son offre technique. Il ne lui sera pas délivré de copie.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> (FCS)

Article 4. COMMUNICATION ET REUNION

4.1 Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

4.2 Réunions

Si des réunions entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu dans les locaux du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

4.3 Correspondant du pouvoir adjudicateur et election de domicile du titulaire

L'interlocuteur du pouvoir adjudicateur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans la fiche contact.

Tous les documents relatifs au présent marché envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'acte d'engagement.

En cas de modification du représentant ou du domicile élu, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur par courrier électronique.

4.4 Correspondant du titulaire et election de domicile du pouvoir adjudicateur

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent marché, est le service Achat et Marchés de la Direction Financière de l'Université Paris Nanterre.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au pouvoir adjudicateur, sont adressés à l'adresse suivante :

Université Paris Nanterre
Direction Financière
Service Achat et marchés
Bâtiment S. VEIL- Bureau R01
200 av. de la République - 92001 Nanterre Cedex
marches.publics@liste.parisnanterre.fr

Pour l'exécution technique du présent marché, le pouvoir adjudicateur désigne un responsable technique, chargé du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.

Correspondants techniques des deux équipements :

- M. Vincent Pina
Tél : 01 40 97 58 01
Mail : vpina@parisnanterre.fr
- M. Arvind Kumar-Naik
Tél : 01 40 97 48 39
Mail : arvind.kn@parisnanterre.fr

Article 5. CLAUSE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire s'engage dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à prendre toutes les dispositions et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au respect de la réglementation relative à la pollution et à la protection de l'environnement, à savoir notamment :

- Limiter l'impact sur les ressources (en préservant la qualité et la quantité d'eau) ;
- Limiter les consommations électriques et autres fluides et énergies ;
- Limiter les déchets (emballages) et diminuer les impacts environnementaux des déchets en les valorisant ou en les recyclant ;
- Limiter les pollutions générées par le transport et les nuisances sur l'environnement.

Article 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Vérifications

En application de l'article 27 du CCAG FCS Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable technique du pouvoir adjudicateur habilité à recevoir les prestations.

La prestation doit être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le ou les bons de livraison correspondant. A défaut, elle ne donne pas lieu à facturation.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la date de mise en service des équipements par le titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le présent marché ou le cas échéant à la fin de la formation initiale des utilisateurs de l'instrument si celle-ci est postérieure à la mise en service.

6.2 Les modalités des opérations de vérification des prestations

Première étape : la vérification d'aptitude

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, la vérification d'aptitude a pour but de constater que les équipements et les progiciels installés et mis en ordre de marche, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées, le cas échéant, par le présent marché ou, dans le silence de celui-ci, par la documentation du titulaire.

Cette constatation peut résulter de l'exécution dans les conditions fixées par le présent marché d'un ou plusieurs programmes d'essais.

La vérification porte sur l'ensemble des matériels installés et mis en ordre de marche, accessoires inclus, tel que prévu au titre du présent marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, le délai dont dispose l'établissement pour notifier sa décision est de trente jours.

Si la vérification d'aptitude est positive, le représentant du pouvoir adjudicateur procède à la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, la personne responsable du marché prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, le titulaire, après intervention sur le matériel, notifie une nouvelle mise en ordre de marche.

Deuxième étape : La vérification de service régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les équipements et les progiciels fournis sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées au 27 du CCAG-FCS.

La régularité du service s'observe à partir du jour où les éléments ont été déclarés aptes.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai dont dispose l'établissement pour notifier sa décision est de trente jours.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

6.3 Opérations d'admission

La prestation sera considérée comme achevée dès lors que la formation sera finie après la réception des matériels commandés qui devront avoir été correctement montés, testés et installés.

L'admission est prononcée par le responsable technique par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS. La décision d'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification.

Article 7. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

7.1 Interlocuteur référent

Un interlocuteur unique, parlant français sera dédié au suivi de l'exécution du service destiné à l'Université.

Le titulaire communique les noms et coordonnées de l'interlocuteur en annexe de l'acte d'engagement du présent marché (nom(s), adresse personnelle au sein de l'entreprise, ligne téléphonique directe, n° de télécopie, adresse électronique personnelle au sein de l'entreprise, etc.).

Le titulaire se chargera d'informer l'Université en cas de changement d'interlocuteur.

7.2 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de **résultat** sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Par ailleurs, le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.3 Présentation du bon de commande

Le titulaire s'engage à n'accepter aucune commande par téléphone. Les commandes seront transmises sous forme papier par voie postale ou messagerie électronique sur la base de la DPGF.

Le titulaire doit vérifier que tout bon de commande qui arrive par courrier est bien une première commande et non une confirmation de courrier électronique ou télécopie.

Le bon de commande comporte :

- La référence du marché (objet, n° et date);
- Le numéro de référence du lot et son intitulé ;
- Le numéro de référence de commande propre au service émetteur, et la date et le numéro de commande SIFAC ;
- Le nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro de référence du bon de commande ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le service émetteur de la commande ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché, en euro (€) HT et TTC ;
- Le montant de la TVA applicable ;
- Le délai d'exécution en cas de procédure de livraison d'urgence
- Le lieu de livraison (immeuble, salle, étage etc...) ;
- L'adresse de facturation ;
- La signature par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

Il peut mentionner un accord sur un délai de livraison plus long que celui sur lequel le fournisseur s'est engagé contractuellement.

Une commande honorée à partir d'un bon de commande non signé ou d'un document contraire au bon de commande expose le fournisseur au non règlement de la facture correspondante.

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation conformément aux stipulations des pièces constitutives du marché et aux bons de commande qui pourront être accompagnés de spécifications techniques particulières.

Chaque mission confiée au titulaire sera exécutée dans les conditions et délais indiqués sur les bons de commande qui lui sont transmis au fur et à mesure des besoins.

7.4 Stockage et conservation

Le stockage des documents doit être réalisé dans un lieu fermé et sécurisé conforme aux normes de sécurité, d'hygrométrie et de température d'un service d'archives.

Le prestataire précisera les mesures prises concernant ces différents points.

Article 8. PRIX et REGLEMENT

8.1 Contenu des prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont fermes et forfaitaires. Ce prix couvre l'ensemble des prestations du marché.

L'offre financière est détaillée dans la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

8.2 Détermination du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro. Les prix du marché sont établis hors TVA.

8.3 Variation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Les prix des fournitures sont actualisables lorsque la livraison des prestations est postérieure de plus de trois mois à la date de remise de l'offre, par le titulaire, conformément aux articles R.2112-9 à R.2112-12 du CCP.

Les prix des prestations de maintenance sont fermes la 1^{ère} année. Ils sont révisables annuellement, à la date anniversaire du présent marché.

8.3.1 Actualisation du prix des équipements

Les prix des équipements sont actualisables par application aux prix du marché selon la formule ci-après :

$$P = P0 \times I / I0$$

Dans laquelle :

P= le prix actualisé

P0= le prix initial

I = l'indice CPF 25 valeur du mois de début d'exécution moins trois mois

I0 = l'indice CPF 25, valeur du mois au cours duquel le candidat a fixé ses prix

CPF 25 Produits métalliques, à l'exclusion des machines et équipements

(<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010763897>)

8.3.2 Révision des prestations de maintenance

$$Pr = P0 \times [(0.25 + (0.75 \times Im/I0)]$$

dans laquelle :

Pr : Prix révisé

P0 : Prix initial du marché

Im : Valeur de la référence du mois de révision de prix

I0 : Valeur de la référence du mois de remise des offres

I désignant l'indice ICHT rev TS

001565183 Coût du travail - Industrie mécanique et électrique INSEE 01/12/2008 Mensuel :

(<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>)

8.4 Clause butoir

L'évolution du prix de règlement ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 5% du prix proposé lors de la soumission. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

8.5 Avances

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5% dans les conditions prévues à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Les candidats indiqueront à l'article B4 de l'acte d'engagement s'ils renoncent au bénéfice de l'avance prévue aux articles R.2191-3 du code de la commande publique.

8.6 Rythme des paiements

Le paiement se fera sur demande du titulaire après réception et sur présentation des factures dans le délai global de paiement indiqué ci-dessus.

Le titulaire peut : soit fournir une facture ne faisant référence qu'à un seul bon de commande, soit proposer une facturation mensuelle correspondant aux prestations effectuées dans le mois écoulé.

8.7 Modalité de facturation

Les factures établies en un original doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, le numéro de siren ou de siret ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché inscrit sur le bon de commande précité ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxe des prestations effectuées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC des prestations effectuées ;
- La date de facturation
- La mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes.

Les factures sont libellées en euros et sont adressées en un original et une copie directement au service facturier du site de l'IUT Ville d'Avray, à l'adresse suivante :

IUT Ville d'Avray
Service facturier
50 rue de Sèvres
92410 VILLE D'AVRAY



Attention ! Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

Rappel des dispositions applicables en matière de facturation électronique sur le portail Chorus Pro :

Les factures du titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée à l'Université Paris Nanterre sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro.

Structure	UNIVERSITE PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044

CODE service sur facture	Service facturier NANTERRE = 03 Service facturier Ville d'Avray = 02
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	OUI : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) <i>Numéro de marché facultatif mais préférable</i>

8.8 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article 1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.9 Cession de créance

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

Article 9. PENALITES

9.1 Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai qui sera précisé dans le courrier qui lui sera adressé, ce délai étant par défaut de 8 jours.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

9.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), en cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités journalières sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 3000$$

P = montant des pénalités

V = valeur HT du bon de commande en retard

R = nombre de jours de retard

Si les délais de livraison prévus au présent marché sont dépassés, l'administration peut pourvoir à l'exécution de la livraison auprès d'un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire : l'augmentation de dépenses qui pourrait en résulter par rapport aux prix initiaux du marché sera à la charge du titulaire.

9.3 Pénalité pour non remise de la documentation

Le titulaire est tenu de remettre l'ensemble des documents relatifs aux équipements livrés, comprenant notamment les guides d'utilisation, les fiches techniques, et tout autre documentation utile à la bonne utilisation et maintenance desdits équipements.

Tout retard dans la remise de ces documents, pourra entraîner l'application d'une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

9.4 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant maximum TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.5 Pénalités dans le cadre de la garantie et maintenance

Les autres pénalités pouvant être appliquées sont les suivantes :

- Lorsque le délai contractuel d'intervention en cas de panne, (délais indiqués dans l'annexe 2 à l'AE relative aux délais et dans le mémoire technique du titulaire) est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités s'élevant à 200 euros HT par jour calendaire de retard.
- En cas de manquement au délai d'intervention par téléassistance, le titulaire encourt une pénalité s'élevant à 100 euros HT par jour de retard, à compter du jour de la demande d'intervention formulée par le pouvoir adjudicateur.
- En cas de dépassement du délai d'intervention sur site, le titulaire encourt une pénalité s'élevant à 150 euros HT par jour de retard, à compter du jour de la demande d'intervention formulée par le pouvoir adjudicateur.
- Lorsque l'équipement concerné demeure indisponible ou non remis en état au-delà du délai maximal fixé au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 200 euros HT par jour de retard, jusqu'à la remise en état complète de l'équipement concerné.

Les pénalités sont déduites du montant restant dû par l'université ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation.

Article 10. CONFORMITÉ ET GARANTIE

10.1 Garantie

Le titulaire s'engage à assurer, sans frais supplémentaires à l'offre de prix, la maintenance du matériel pendant toute la durée du marché.

10.1.1 Garantie des équipements

Les équipements sont couverts par une garantie contractuelle d'une durée minimale de 24 mois, prenant effet à compter de la décision d'admission des prestations.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, cette garantie pourra être portée à 36 mois si le titulaire le propose dans son offre.

Cette garantie couvre :

- Le remplacement des pièces défectueuses, par des pièces neuves ;
- Les frais de main-d'œuvre associés aux réparations ;
- Les frais de déplacement nécessaires à l'intervention du titulaire.

Les conditions détaillées de garantie ainsi que la durée de disponibilité des pièces de rechange sont précisées dans l'offre technique du titulaire.

10.1.2 Maintenance curative

La prestation de service comprend la maintenance curative, c'est-à-dire les interventions nécessaires en cas de panne ou dysfonctionnement du matériel.

Le titulaire s'engage à :

- Intervenir dans un délai maximum de 7 jours calendaires à compter du signalement de la panne ;
- Remplacer les pièces défectueuses par des pièces neuves, dans un délai maximum de 5 à 10 jours calendaires pour les pièces standard et dans un délai maximum de 15 à 30 jours ouvrés pour les pièces spécifiques, à compter du diagnostic.

Article 11. OBLIGATION DE DISCRETION – DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de l'exécution du marché.

Le titulaire n'acquiert aucun droit d'auteur sur les documents numérisés produits dans le cadre de ce marché. Il s'engage à ne pas utiliser les documents qui lui sont confiés par l'Université à des fins autres que celles qui sont définies par le présent marché, de même pour les documents numérisés.

Il est interdit de les reproduire en dehors de la prestation, et de les diffuser de quelque manière que ce soit.

L'Université se réserve le droit exclusif soit de publier, soit de modifier, soit de communiquer, soit de reproduire, soit de donner, soit de commercialiser les données saisies et contrôlées. En conséquence, les données fournies initialement au prestataire et les données résultant de la saisie sont la propriété de l'Université.

Le prestataire doit sauvegarder les données saisies conformément à l'article 14 du présent CCAP et durant la période mentionnée. Avant la fin de cette période, les données ne devront pas être détruites chez le prestataire sauf autorisation de l'Université.

L'Université Paris Nanterre n'acquiert pas du fait du marché la propriété des programmes, logiciels nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché, ni les méthodes ou le savoir-faire du prestataire.

Les titres protégeant ces programmes et logiciels précités ne peuvent être opposés au pouvoir adjudicateur pour l'utilisation des résultats des prestations.

Dès la première manifestation de revendication d'un tiers contre le titulaire ou les établissements, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si l'Université constate que cette clause n'a pas été respectée, elle résilie le marché de plein droit, sans préjudice de son action devant les juges pour obtenir réparation du dommage que le non-respect de ladite clause fait subir.

Article 12. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Article 13. ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), le titulaire est tenu d'adresser à l'Université, avant le début d'exécution du marché, un exemplaire de sa police d'assurance au titre de sa responsabilité civile ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle.

Le prestataire devra disposer d'une assurance qui couvrira le transport des documents et la responsabilité civile vis-à-vis des biens qui lui sont confiés.

Celle-ci, conformément au Code des assurances, doit notamment garantir la responsabilité civile au titre du marché pour les pertes, accidents et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, survenus lors de la conduite des prestations ou dans l'exécution du présent marché, et ce quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

Si par la faute du contractant, l'indemnité perçue ne couvrirait pas entièrement le dommage, l'Université conserve un droit de recours personnel.

En cas de sinistre, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations objet du présent marché et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur par déclaration par écrit dans les vingt-quatre (24) heures par courrier recommandé avec avis de réception.

Le titulaire est tenu responsable des risques assurés de ruine, perte ou de tout endommagement des documents remis. Le titulaire doit informer immédiatement le service commanditaire des dommages éventuels subis par les documents confiés et les confirmer par écrit.

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance couvrant les vols et les dommages aux biens de l'université, que le dommage soit dû à un membre de son personnel ou à un matériel dont il dispose. Les avaries, détériorations aux mobiliers, matériels et équipement déménagés et ceux existants, pertes ou vol survenus dès la prise en charge et jusqu'à la mise en place, seront réparés ou remplacés aux frais du titulaire à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

Le titulaire prend intégralement à sa charge toute franchise mentionnée dans son contrat d'assurance. Il est tenu d'informer l'Université de toute modification de sa police d'assurance, et de lui adresser, le cas échéant, un nouvel exemplaire. Cette information n'engage en rien la responsabilité de l'Université pour le cas, où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de l'assurance s'avérerait insuffisant.

Le titulaire devra tenir l'Université informée de toute modification afférente à son contrat d'assurance (avenant, résiliation, changement de compagnie, garantie, ...) dans un délai d'un mois.

Article 14. CLAUSES DE REEXAMEN

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable ou du fait d'une crise sanitaire ayant des impacts directs sur l'exécution du marché, une modification des prestations du marché s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation ou les impacts directs d'une crise sanitaire sur l'exécution du marché donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

Article 15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat, après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 16. RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS

16.1 Résiliation unilatérale

Le présent marché peut être résilié, à tout moment, par l'Université, conformément aux dispositions des articles 29 du CCAG-FCS, qu'il y ait ou non faute du Titulaire.

Hormis dans le cas prévu à l'article 4 du CCTP (résiliation pour motif d'intérêt général en raison de conclusion d'étude de faisabilité défavorable), en l'absence de faute du Titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu'il aurait subi, ainsi qu'il est prévu à l'article 42 du CCAG-FCS.

16.2 Résiliation pour faute du titulaire

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'Université se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché, après mise en demeure, sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- En cas de mauvaise exécution du marché rendant impossible le maintien des relations contractuelles ;
- En cas de décision de rejet par l'Université, tel que prévu au sein du présent CCAP ;
- Dans les hypothèses prévues aux articles 38 à 40 du CCAG-FCS.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire en application de l'article 45 du CCAG FCS sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, notamment lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail (ancien article R.324.4 du code du travail).

D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le Titulaire, le marché peut être résilié.

16.3 Mise en demeure préalable

La résiliation prévue à l'article 41 du CCAG-FCS doit être précédée d'une mise en demeure préalable. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour s'exécuter. Ce délai court à compter de la réception de la mise en demeure du titulaire.

Article 17. CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université Paris Nanterre ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées dans le marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université n'aurait pas eu connaissance.

Article 18. DIFFERENDS et LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

18.1 Règlement à l'amiable

En application des articles L2197-1, L2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du CCP, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourront être saisis par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toutes actions introduites en justice en violation de la présente clause seraient déclarées irrecevables.

18.2 Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise exclusivement compétent y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy-Pontoise cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00
Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 19. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG/FCS auxquels ils dérogent
3.1	4.1
3.3	4.2.1
6.1	28.1
6.2	28.2
6.3	29 et 30
9.1	14.1.1,14.1.2 et 14.1.3
9.2	14.1
10.1	33
13	9.2